
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et de l'Environnement
Bureau des Installations Classées
VAMH

ARRETE

N° 970085 du 23 JAN. 1997 portant

portant prescriptions complémentaires à la société P.C.U.K. pour la réhabilitation de la
décharge de WINTZENHEIM.

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 5 juillet 1955, 28 août 1956, 15 octobre 1958, 15 avril 1959, 23 mars 1961, 30 novembre 1961, 23 août 1961 et 2 août 1967 autorisant la société UGINE KUHLMANN à exploiter ses activités à HUNINGUE et notamment à fabriquer du "lindane" ;
- VU la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 26 janvier 1972 par la société de Produits Chimiques UGINE KUHLMANN ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 1982 et du 28 février 1984 imposant à la société P.C.U.K. des travaux de neutralisation d'un dépôt de déchets de lindane, sis sur le territoire de la commune de Wintzenheim, section 27, sur un secteur chevauchant les parcelles 110, 111, 112 et 113 au lieu-dit STROHSACK ;
- VU le rapport du 22 octobre 1996 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

VU l'avis du 14 novembre 1996 du Conseil départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT que le dépôt, à WINTZENHEIM, de déchets de lindane provenant des fabrications que la société UGINE KUHLMANN effectuait dans son usine de HUNINGUE, est susceptible de porter atteinte au milieu naturel et qu'il y a lieu de prendre les mesures utiles pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 ;

CONSIDERANT qu'il y a nécessité de prescrire le suivi de la qualité des eaux souterraines en aval du dépôt de déchets de lindane, pour s'assurer de l'intégrité et de l'efficacité du confinement mis en place ;

CONSIDERANT l'insuffisance du réseau piézométrique existant ;

CONSIDERANT qu'aucun suivi de l'impact du dépôt de lindane sur les eaux souterraines n'a été réalisé depuis le 23.11.93 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

La société P.C.U.K., Produits Chimiques UGINE KUHLMANN dont l'adresse du siège social est : Immeuble le Balzac, 10 place des Vosges - La Défense 5 - COURBEVOIE, HAUTS-DE-SEINE - Cedex 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société P.C.U.K. définira un réseau de puits permettant d'assurer le suivi de l'impact du dépôt de déchets de lindane de WINTZENHEIM sur les eaux souterraines.

ARTICLE 3 :

Afin de réaliser l'étude prescrite à l'article 2, la société PCUK prendra l'attache d'un organisme qualifié dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Les conclusions de cette étude seront communiquées à la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement dans un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Un contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines sera effectué deux fois par an sur le réseau de contrôle visé à l'article 2 (une analyse en période des hautes eaux et une analyse en période des basses eaux). L'analyse comprendra les teneurs des différents isomères du HCH et la teneur en HCH totale. Le choix du laboratoire retenu dans le cadre des analyses précitées est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les résultats seront envoyés dès réception à la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement.

Des contrôles supplémentaires pourront être demandés si nécessaire par l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 6 :

Les dispositions de l'article 4 sont applicables à compter du 1er janvier 1997.

ARTICLE 7 :

Les frais relatifs à la définition du réseau de surveillance piézométrique, à la réalisation éventuelle d'ouvrages de prélèvement adaptés et aux analyses seront à la charge du producteur des déchets de lindane.

ARTICLE 8 :

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de WINTZENHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de WINTZENHEIM pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'Inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargé, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 23 JAN. 1997

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.